



FR

CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

ANNEXE 2

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République du Tchad pour l'année 2024.

Document d'action : « Vivre mieux ensemble - Promotion de la cohabitation pacifique au Tchad »

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVCDI – Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE.

1.1 Tableau récapitulatif de l'action

1. Titre CRIS/OPSYS Acte de base	« Vivre mieux ensemble - Promotion de la cohabitation pacifique au Tchad » ACT- 62456 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI – Europe dans le monde)
2. Initiative «Équipe Europe»	Oui L'initiative priorisera la collaboration avec les États membres de l'UE, dans la recherche d'opportunités d'appui TEI régionale : Central Mediterranean Route TEI nationale : 'Villes secondaires vertes'
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée au Tchad. L'action aura lieu dans les régions du corridor stratégique Djaména-Douala (coté Tchad : Mayo Kebbi, Logone, Moyen Chari, Mandoul), ainsi que dans la région frontalière nord du Tchad (région du 'BET' : Borkou, Ennedi Est/Ouest et Tibesti).
4. Document de programmation	Programme indicatif multi annuel (PIM) pour le Chad pour la période 2021-2027 Secteurs d'intervention 1 et 2 et mesures d'appui
5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés	En visant les populations, l'action s'inscrit dans deux domaines prioritaires du PIM : la « Gouvernance, démocratisation, paix et sécurité » et le « Développement humain inclusif » avec les objectifs spécifiques respectifs suivants : <ul style="list-style-type: none">- OS 1.1 : Promouvoir le dialogue social, les valeurs fondamentales et universelles de l'État de droit, et des droits humains.<ul style="list-style-type: none">o R1.1.c : Dialogue intra-tchadien effectif et inclusif.- OS 2.1 : Améliorer la sécurité alimentaire et les mécanismes de transferts sociaux, à travers le triple nexus humanitaire-développement-paix, et plus particulièrement :<ul style="list-style-type: none">o R2.3a) Approche intégrée opérationnalisée pour la mise en place effective de filets sociaux visant [...] la cohabitation harmonieuse, avec une attention particulière aux réfugiés, personnes déplacées internes et populations hôtes.- 3. Mesures d'appui : 3.1. Mesures en faveur de la société civile

DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES				
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	CAD 152 (Conflit, paix et sécurité) CAD 151 (Gouvernance et société civile) Code CAD : 110 (Éducation) Code CAD : 160 (Autres services et infrastructures sociales)			
7. Objectifs de développement durable (ODD)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ODD principal : ODD 16 – Paix, justice et institutions efficaces Autres ODD importants et, le cas échéant, cibles: <ul style="list-style-type: none"> ▪ ODD 17 - partenariat pour la réalisation des objectifs ▪ ODD 5 - égalité entre sexes ▪ ODD 10 – inégalités réduites 			
8. a) Code(s) CAD	Code CAD 1 — 15190 migrations 50% CAD 2 - 151 Gouvernance – Société Civile — 25 % <Code CAD 3 — 151 Conflits, Paix, Sécurité — 10 % <Code CAD 3 — 15170 Genre et Jeunes – 10% <Code CAD 4 — 410 Protection de l'Environnement – 5%			
8. b) Principal canal d'acheminement	Canal 1 : Agence Etat Membre /ONG International Canal 2 : Agence Etat Membre /ONG International			
9. Objectifs de dépenses	<input checked="" type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Éducation <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif général @	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et balises	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Transformation numérique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Connectivité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Migration @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET			
12. Montants concernés	Ligne budgétaire (ligne et poste budgétaire): 14.020120 Coût total estimé: 23 500 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 23 500 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Type de financement	Gestion indirecte avec entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.1			

1.2 Résumé de l'action

Cette action s'inscrit dans les deux domaines prioritaires du Programme Indicatif Multi-annuel (PIM) suivants : gouvernance, démocratisation, paix et sécurité, et développement humain inclusif ainsi qu'aux **mesures d'appui à la société civile** - avec les objectifs spécifiques respectifs suivants :

- Promouvoir le dialogue social, les valeurs fondamentales et universelles de l'État de droit, et des droits humains ;
- Accroître l'inclusion dans l'accès aux services de base essentiels, en suivant une approche basée sur les droits humains.
- Renforcement structurel de la société civile tchadienne pour activer et accompagner les processus démocratiques de dialogue, la promotion des droits humains, la mobilisation autour des politiques publiques et la gestion des conflits intercommunautaires.

Le principal enjeu de l'action est de promouvoir la cohésion sociale entre les communautés en réduisant les conflits sociocommunautaires qui affectent les populations notamment dans deux zones du pays : le corridor stratégique N'Djamena-Douala, et la région frontalière au nord du pays déstabilisée par des phénomènes et pratiques illicites liés aux migrations.

L'action s'inscrit dans une approche 360° pour implémenter le Global Gateway au Tchad via une étroite articulation des flagships 'Corridor stratégique' Ndjaména-Douala (soutenu avec des investissements sous EFSD+ et MIP) et 'Cohabitation pacifique'. Elle sera mise en œuvre sous format Equipe Europe dans le cadre de la TEI (Team Europe Initiative) 'villes secondaires vertes'. Elle se situe dans deux régions stratégiques et frontalières du Tchad : dans le Sud (Cameroun/RCA : corridor Tchad vers Douala) et dans le Nord¹ (Lybie/Niger/Soudan : corridor central de migration méditerranéen) du Tchad.

L'action vise comme objectif général de contribuer à l'enracinement de la démocratie et de la culture de cohabitation pacifique, du dialogue et de la cohésion sociale auprès des communautés au Tchad.

L'action poursuivra une approche complémentaire dans ces deux régions via ses deux volets géographiques:

- OS 1 : *Renforcer les mécanismes et les capacités de la société civile à contribuer activement et d'une façon reconnue au développement territorial intégré pacifique et démocratique des villes secondaires et ses bassins de production agro-pastorale, en soutenant notamment la promotion de l'égalité du genre et l'intégration/réinsertion des populations réfugiés/retournées y compris ceux en situation d'handicap.*

L'action vise un renforcement de l'implication de la société civile comme acteur clé d'un développement territorial intégré dans ce corridor, d'une cohabitation pacifique et démocratique avec une attention particulière accordée au rôle des femmes et aux opportunités pour les jeunes.

Afin de maximiser les effets positifs durables d'un désenclavement physique intérieur entre les villes principales et extérieur avec le Cameroun et sa côte Atlantique (commerce), cette composante de l'action vise à renforcer le tissu solidaire et stratégique de la société civile et son implication comme un acteur clé d'un développement territorial intégré, d'une cohabitation pacifique et démocratique, des identités culturelles pacifiques, du dialogue et la cohésion sociale entre les communautés et réduisant les conflits sociocommunautaires qui affectent les populations. Il accorde une attention particulière au rôle des femmes et aux opportunités pour les jeunes dans la perspective de favoriser une intégration des migrants (réfugiés de la RCA) et de prévenir la migration de jeunes tchadiens partis vers les zones aurifères au Nord du Tchad-Niger-Lybie, de plus en plus active, (qui peut déboucher sur une continuation vers l'Europe), ainsi que de réinsérer des populations retournées.

En soutien à la cohabitation pacifique dans ce corridor même, l'action s'inscrit ainsi dans « l'approche 360 degré » du Global Gateway (GG). L'action est complémentaire aux appuis de l'UE mis en œuvre dans cette zone, par le renforcement de la capacité et du rôle des acteurs de la société civile actifs dans les secteurs soutenus par nos Actions financées pour implémenter le Global Gateway depuis 2022 :

- « Le projet de modernisation du réseau routier au Tchad » (EFSD+) ;
- « Le programme d'entrepreneuriat agroalimentaire » (PAA² 2023) ;
- « L'électrification de l'axe N'Djamena-Bongor-Moundou-Sarh » (PAA 2024) ;
- « Le programme 1325 Paix et Femmes » (PAA 2024).

- OS 2 : *Améliorer, à travers le développement territorial intégré, la stabilité et la cohabitation pacifique entre les communautés des provinces cibles et des migrants, tout en garantissant l'égalité du genre et en offrant des meilleures perspectives pour les jeunes.*

¹ La région du Nord, connu sous l'acronyme 'BET' (provinces Borkou, Ennedi et Tibesti), fait partie des zones frontalières déstabilisatrices au Tchad identifiées par le CAS (2023). Contrairement aux zones frontalières vers le Soudan et le Lac Tchad, le BET n'est pas encore soutenu par notre programmation 2021-27. La présente action adresse cette lacune.

² PAA = Programme Annuel d'Action (NDICI).

La région du BET fait partie des zones frontalières déstabilisatrices identifiées dans l'exercice d'Analyse de Conflits (CAS 2023) pour le Tchad. Le BET, région montagneuse et désertique peuplée majoritairement par les communautés 'Toubou' (Tedagada), est soumise à une forte pression migratoire, avec une cohabitation précaire et à risque de radicalisation.

La zone frontalière du Tchad vers l'Est (Soudan), affectée par la guerre au Soudan, est déjà ciblée par nos actions via des mesures flexibles hors MIP, suivant une logique Nexus Humanitaire Développement Paix (HDP). La région du Lac Tchad, toujours fragile, est aussi soutenue via les programmes régionaux et un facilité gérée par les Nations Unies, financés par l'UE et des Etats Membres. Dans une logique de complémentarité, la présente action vise alors la région septentrionale (BET) du Tchad, frontalière avec la Lybie et qui est l'origine récurrente des mouvements rebelles fortement militarisés (tenus responsables aussi du mort du président I. Deby Itno en 2021). Certaines champs aurifères transfrontaliers dans cette région attirent une forte migration au Tchad (venant aussi du Sud et Ouest du Tchad, y compris des réfugiés soudanais) et constituent des 'hubs criminogènes' alimentant des trafics illicites à travers l'espace saharien. Comme souligné dans le Mid-Term review du MIP 2021-27, la stabilité de ces zones frontalières du Tchad, et du BET en tout particulier, est requise pour perpétuer nos investissements sous le Global Gateway dans le corridor stratégique (approche 360°).

L'action renforcera la structuration de sa société civile via une approche 'bottom-up', et contribuera à ouvrir et légitimer un espace de dialogue et d'action en faveur d'un développement territorial intégré et pacifique. Il s'agit d'améliorer la stabilité des communautés des provinces cibles en renforçant aussi l'accès des communautés, i.e. des populations hôtes majoritairement Tedagada et des migrants, aux services de base, l'enregistrement d'état civil, tout en favorisant l'inclusion économique des jeunes et femmes. L'action privilégiera a) un renforcement de l'accès des communautés hôtes et des migrants aux services sociaux de base et aux documents d'enregistrement civil ; b) le renforcement des capacités spécifiquement des jeunes et femmes pour accéder et créer des moyens de subsistance durables et c) une lutte durable et efficace contre les flux et trafics illicites, et la traite des personnes.

Les actions complémentaires sont :

- ComNord 11 FED mis en œuvre en format Equipe Europe (soutient aux infrastructures et la gouvernance dans les villes capitales des provinces BET – l'action 2024 avec l'OIM vise les villes secondaires)
- MPRR NDICI, Programme régional de l'UE pour l'Afrique subsaharienne de protection, de retour et de réintégration des migrants en Afrique subsaharienne, spécialement en ce qui concerne les volets protection et réintégration.

L'UE, les États Membres et les partenaires de développement partageant les mêmes valeurs, seront engagés et coordonnés pour soutenir ce dialogue. L'action fera l'objet de deux conventions de contribution avec des organisations internationales/agences des Etats membres. Un co-financement par un/plusieurs EM est à confirmer.

1.3 Zone bénéficiant de l'Action

L'action est menée au Tchad, qui figure sur la liste des bénéficiaires de l'APD

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Le Tchad, pays de 18 millions d'habitants et en avant-dernière position en termes de son index de développement humain, est un Etat en situation de fragilité face à de multiples défis sécuritaires, migratoires, économiques, alimentaires et environnementaux, aux mouvements de population, aux urgences sanitaires et

à une instabilité politique récurrente. Ces multiples crises touchent plus d'un Tchadien sur trois et sont exacerbées par un contexte régional sahélo-saharien fortement déstabilisé par la guerre civile à ses frontières avec un risque de contagion (Lybie, Soudan, RCA), l'extrémisme violent (Sahel/région du Lac Tchad), et des coups d'Etat (Niger, Burkina Faso, Mali). Le Tchad accueille plus d'un million de réfugiés/retournés, la plupart du Soudan et de la RCA, et connaît plus de 215 000 personnes déplacées internes.

La mise en œuvre du programme indicatif multiannuel (PIM 2021-27) au Tchad coïncide avec la transition politique démarrée en avril 2021. Après une série de dialogues menés par les autorités en 2022 (avec les 'rebelles' et la diaspora, suivi du dialogue national inclusif), les autorités ont suivi une voie peu inclusive vers le retour à l'ordre constitutionnel.. La controversée élection du 5-6 mai 2024 avec le refus d'accréditer beaucoup d'organisations de la société civile pour l'observation électorale, avec des consignes empêchant les délégués et ou citoyens de prendre des photos des pv des résultats et la celerité de la proclamation des résultats provisoires et définitifs lissent plainier des doutes sur la crédibilité du processus. La prochaine étape, qui devrait s'achever avec la tenue des élections législatives et locales, reste encore vague, faute de date fixée pour ces scrutins.

Malgré un début de retour à l'ordre constitutionnel et la confirmation par les élections du président de la transition, le Tchad reste profondément instable. Les pratiques de répression et de cooptation ont permis de respecter le calendrier de la transition, mais n'ont pas apaisé les profonds clivages communautaires. La sécurité immédiate, atteinte via ce mélange redoutable de répressions et de cooptations politiques exercés par le pouvoir tchadien, est en contradiction avec la stabilité durable et démocratique du pays à long terme.

La question du vivre ensemble et de la cohabitation pacifique constitue un défi majeur pour le Tchad, et une préoccupation de tous les instants pour les autorités afin de maintenir la paix et la stabilité, dans un contexte sous régional marqué par de multiples menaces. C'est ainsi que dans le plan national de développement du gouvernement 2024-28 et dans le document de stratégie politique intitulé « Vision 2030, le Tchad que nous voulons », le renforcement de l'unité nationale par la promotion de la paix, des valeurs citoyennes et de la cohésion sociale est retenu comme l'axe prioritaire n°1. Les incursions d'acteurs armés non étatiques, les conflits intercommunautaires, les conflits entre éleveurs et agriculteurs et les catastrophes d'origine climatique produisent des déplacements internes au Tchad et aggravent la pauvreté extrême de sa population.

La zone frontalière vers la RCA, particulièrement les zones prévues pour l'Action, subit autant les conflits intercommunautaires, notamment entre agriculteurs et éleveurs, que les conflits intracommunautaires liés aux successions des chefferies traditionnelles, à l'accès au foncier, à l'accès et au partage des ressources naturelles, etc. Une tendance à la hausse de ce phénomène est observée depuis 2021. La région septentrionale du Tchad, le BET, frontalière avec la Lybie, fait partie des zones frontalières déstabilisatrices identifiées dans le CAS (2023) pour le Tchad. Le BET, région montagneuse et désertique peuplée majoritairement par les communautés 'Toubou' (Tedagada), est soumis à une forte pression migratoire, avec une cohabitation précaire et à risque de radicalisation.

Ces deux régions géographiquement éloignées sont interconnectées par une migration interne au Tchad.

Dans ce cadre, les différences et la complexité des sociétés ne trouvent pas une représentation adéquate dans les institutions politiques. Les acteurs de la société tchadienne peuvent dans une certaine mesure trouver de meilleurs espaces de représentation à travers les actions des OSC.

La société civile est une réalité plurielle et diversifiée au Tchad représentant plusieurs milliers d'organisations de la société civile tchadienne. Ces dernières représentent bien la réalité du pays, caractérisée par de nombreuses initiatives d'auto-organisation des populations pour la gestion des biens et des problèmes communs. Les organisations de la société civile jouent différents rôles, en fonction de leurs niveaux de structuration et de leurs champs d'intervention.

L'action est alignée sur le « *Nouveau pacte européen sur la migration et l'asile* », sur la communication « *Vivre dignement* » concernant les réfugiés et les personnes déplacées internes, sur la Communication de 2012

« *L'engagement de l'Europe avec la société civile dans le domaine des relations extérieures* » qui guide l'action de l'UE dans son support à la société civile, ainsi que sur la *Feuille de route d'appui à la société civile au Tchad* (2022-2025). L'action est complémentaire à nos appuis multiformes (totalisant 78M EUR) sous format Equipe Europe dans les zones frontalières (Sud-Ouest et Est) du Tchad, déstabilisées par des conflits intercommunautaires (souvent autour des ressources naturelles), l'érosion des mécanismes de gestion des conflits (gouvernance locale), et par l'arrivée massive des réfugiés dans l'Est notamment du Soudan.

Elle s'aligne aussi sur le GAP III de l'UE, particulièrement concernant les domaines thématiques de *Promouvoir les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes* et *Promotion de l'égalité en matière de participation et de responsabilité*, avec le Plan d'action pour la jeunesse dans l'action extérieure de l'UE (2022-2027). Elle contribue directement aux ODD: 16 (paix, justice et institutions efficaces), 5 (égalité entre les sexes), 4 (éducation de qualité), 10 (inégalités réduites) et indirectement à l'ODD 8 (emploi et croissance).

La population tchadienne est majoritairement composée par des jeunes, 70% de la population tchadienne est constituée de jeunes (INSEED, 2020) et plus de la moitié de la population (50,6%) a moins de 15 ans. La tranche d'âge de 15-35 ans est la plus élevée - 47,9% (INSEED, 2021). Le Tchad est riche en culture et les jeunes dans les zones urbaines expriment leur voix par les réseaux sociaux - comme b/vloggers, par le spectacle vivant, la musique et l'audio-visuel. Les jeunes appartiennent à un groupe social qui peut promouvoir dans une large mesure le changement social. Ces groupes restent largement fragmentés et ne se sont pas encore constitués en une structure cohérente, même s'ils critiquent le gouvernement sur les médias sociaux, les mesures qu'ils ont prises, montrent que beaucoup d'entre eux tentent de construire une société civile plus représentative.

Dans cette période clé de l'histoire du Tchad, les initiatives dans lesquelles les jeunes utilisent leur voix pour promouvoir une culture de déontologie, de responsabilité, de tolérance, de paix et cohabitation pacifique seront soutenus. Dans ce cadre, l'action veut amplifier leur voix en soutenant le dynamisme des jeunes dans l'écosystème entrepreneurial des Industries Culturelles et Créatives et des Médias dans la zone de l'action et établira des liens entre les OSC et les entrepreneurs soutenus pour renforcer le tissu solidaire.

2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes :

1. **La faiblesse d'un système participatif de formulation, mise en œuvre, suivi, évaluation et capitalisation des politiques publiques.** Même avec ses faiblesses, le Tchad a signé plusieurs accords internationaux concernant le développement et les droits humains et est fortement impliqué dans les cadres régionaux de concertation (tels que ceux de la communauté des Etats de l'Afrique occidentale) et dans le cadre de la coopération avec l'UE (tels que dans les conférences sur les droits humains). Il existe donc de nombreux espaces pour la participation active des OSC au cycle des politiques publiques : des comités de suivi de la transition aux « clusters » sectoriels mis en œuvre dans le cadre des actions des NU, aux comités pour le suivi des ODD, des accords sur les droits des femmes et des personnes avec handicap, des accords sur la gestion des ressources naturelles, tels que l'ITIE.

En principe les OSC pourraient trouver dans ces espaces des opportunités pour influencer les politiques publiques et leur mise en œuvre effective. En réalité, la participation à ces espaces est très limitée, soit en termes quantitatifs, que qualitatifs : seulement quelques organisations nationales participent de manière permanente aux différents cadres de concertation existants (tels que ceux de l'ITIE, ceux du suivi de la transition, ou les clusters sectoriels) et encore moins d'organisations y donnent des contributions en termes d'informations et de connaissances critiques susceptibles de rendre les politiques publiques plus pertinentes et efficaces.

2.- Des risques de conflits et de crise de la cohésion sociale.

Les multiples conflits qui existent au Tchad due à des situations qui échappent aux mécanismes de gestion des conflits. Ces propres mécanismes peuvent parfois représenter des facteurs de crise, par manque de légitimité sociale, par l'absence de dynamique de « conciliation et médiation, ou de transformation », et par le soupçon qui pèse, surtout dans certaines zones du pays, sur les forces publiques d'avoir des liens avec certaines parties en conflit. Ce dernier point concerne notamment les conflits intercommunautaires plus ou moins traditionnels (ex. agriculteurs et éleveurs) ; les conflits liés à la gestion des ressources naturelles (fréquemment liées aux transformations des systèmes de production et aux crises environnementales) ; les conflits liés à la gouvernance locale et à la capacité des chefferies à représenter tous les acteurs présents (autant qu'à la perception de situations de discriminations dans l'application des lois) ; les conflits familiaux ; les violations des droits humains ; les cas de violences basées sur le genre, contre les femmes. En effet, comme le démontrent plusieurs expériences, les OSC peuvent, par rapport à ces conflits, jouer des rôles importants de médiation, de conciliation et de développement des solutions.

Problèmes d'instabilité des régions cibles qui sont confrontées à des défis complexes et multidimensionnels qui sont le résultat de dynamiques internes et externes affectant son contexte politique, sécuritaire, socio-économique et environnemental.

La région BET est située à la frontière d'états fragiles et touchés par des crises comme le Niger, la Libye et le Soudan. Ces dynamiques présentent un risque de débordement dans le nord du Tchad, qui pourraient affecter la sécurité humaine des communautés locales déjà affectées par un accès limité aux services de base et moyens de subsistance à cause d'un faible niveau d'investissement structurel et une gouvernance militarisée et peu soucieuse des conditions sociales.

Le Sud et l'Ouest du Tchad sont confrontés à des conflits communautaires récurrents, exacerbés depuis 2021. Particulièrement les zones de couverture de la présente Action, situées dans le corridor Djaména-Sarh-Moundou-frontière Cameroun, en proie à des incidents liés à des conflits entre communautés (intercommunautaires), notamment entre agriculteurs et éleveurs, mais également au sein même de certaines communautés (intracommunautaires) liés aux successions des chefferies traditionnelles, à l'accès au foncier, à l'accès et au partage des ressources naturelles, etc. L'afflux des réfugiés et une criminalité transfrontalière amplifient l'insécurité. Entre 2021 et 2023, il a été observé une tendance à la hausse du nombre de conflits qui se sont soldés par des affrontements particulièrement violents causant des pertes en vies humaines et matérielles.

3.- Situation de la jeunesse : Les jeunes sont souvent reconnus comme des acteurs et des victimes dans l'émergence et la résolution des conflits (comme mis en évidence dans la cartographie des conflits dans quelques régions du Tchad réalisée par le centre de recherche CRASH en 2023³). En effet, d'une part le manque d'alternatives crédibles, d'emplois et d'opportunités de formations techniques et professionnelles et de moyens de subsistance pousse un nombre croissant de jeunes à recourir à des moyens illégaux, notamment l'exploitation illicite des ressources naturelles, le trafic et la criminalité, ce qui nuit gravement à la cohésion sociale et crée des divisions au sein des communautés. Le "facteur d'incitation" que constitue le manque d'opportunités économiques est souvent renforcé par des récits et des croyances mettant en avant des opportunités irréalistes d'enrichissement par le biais d'activités illégales et violentes. D'autre part, les jeunes sont aussi acteurs dans la mise en œuvre de réponses innovatrices et efficaces, telles que les actions de prévention et de sensibilisation, basées sur le théâtre, les radios, les réseaux sociaux. Le manque de reconnaissance et de ressources pour les initiatives des jeunes comporte donc deux risques. D'un côté, le risque de renoncer à la mise en œuvre des interventions visant à prévenir leur exclusion sociale. De l'autre côté, le risque d'affaiblissement des initiatives des jeunes au sujet des conflits, des crises sociales et des dynamiques d'innovation sociale.

Dans ce contexte, il faudrait accentuer que la situation des jeunes en situation de handicap est encore plus difficile. Pour les personnes handicapées, qui représenteraient 14% de la population selon l'Union nationale

³ « Analyse des causes et dynamiques des conflits sociaux dans les provinces de N'Djaména, Lac, Ouaddaï, Kanem, Moyen-Chari et Borkou », élaborée par ACRA et le Centre de Recherche en Anthropologie et Sciences Humaines (CRASH) en 2023 https://fondazioneacra.it/images/allegati/cosa_allegati/paes/ciad/RapportFinal_ACRA_CRASH.pdf

des associations des personnes handicapées au Tchad (UNAPHT), l'accès à l'emploi et aux services de base est un défi, notamment pour les enfants, les jeunes et les femmes, ce qui ne leur permet pas de jouer pleinement leur rôle dans la société. Aux difficultés inhérentes à leur handicap, s'ajoutent un déficit de prise en compte et de compréhension de leurs besoins et donc une inadaptation des services publics et privés⁴.

Les enfants en situation de handicap sont souvent ceux qui abandonnent les études après l'école primaire, et ne poursuivent pas les études secondaires ou supérieures⁵.

4.- Inégalités du genre : Les situations des femmes sont relativement analogues à celles des jeunes. Les femmes sont au centre d'un ensemble de situations critiques (victimes de discriminations et de violences ; sujets de visions stéréotypées par rapport aux conflits ; facteurs de certains conflits centrés sur la gestion foncière et les relations familiales, etc.) et au centre de plusieurs initiatives de gestion des risques : réalisation d'initiatives de sensibilisation et de prévention des VBG et des droits humains, mise en œuvre de mécanismes de protection des droits, prise d'initiatives de gestion des conflits. Aussi, dans le cas des femmes et notamment des organisations des femmes, il y a donc des risques liés aux limitations de ressources et aux limitations de leur reconnaissance en tant qu'acteurs autonomes de gouvernance. D'une part, il s'agit du risque d'aggravation de la vulnérabilité des femmes face aux violations des droits, aux conflits, aux crises sociales et environnementales. De l'autre part, il s'agit du risque de l'affaiblissement des initiatives et des actions des organisations de femmes pour la mise en œuvre de solutions aux crises sociales, aux conflits, aux situations de faiblesse des services publics, etc.

En outre, les **inégalités persistantes entre les hommes et les femmes** constituent un facteur déstabilisant pour les femmes et les ménages gérés par les femmes, ce qui est particulièrement prévalent dans le nord du Tchad. Il est largement compris que le manque d'autonomisation financière peut augmenter le risque de devenir victime du trafic humain ou de prostitution forcée.

5.- Education et emploi : Le secteur de l'éducation et de l'enseignement supérieur souffre d'une très grave pénurie de financement, qui a pour conséquence un faible taux de scolarisation et d'alphabétisation parmi les jeunes hommes et femmes qui n'ont pas accès à l'enseignement supérieur de qualité. Cela a un impact négatif pour leur **résilience économique et leurs moyens de subsistance** qui se manifestent par un faible **taux d'emploi** (parmi les plus bas du pays) et un taux élevé de sous-emploi, ce qui constitue parfois un facteur poussant les jeunes à migrer, vers les zones aurifères de l'extrême nord du pays ou encore vers la Libye.

6.- Faibles appuis au développement culturel : La faiblesse des opportunités et des espaces d'innovation, tels que ceux liés à la production culturelle et artistique (groupes de théâtre, production musicale, production dans les réseaux sociaux, etc.). Or cette dernière constitue un moyen de promotion de la citoyenneté, de prévention des conflits et des crises sociales et de valorisation de certains acteurs, tels que les jeunes, les femmes, les groupes sociaux minoritaires ou à risque d'exclusion sociale. Il est aussi possible d'identifier une situation de faiblesse et de risque, liée autant aux limitations de ressources qu'aux faibles opportunités de renforcement des capacités. Une intervention paraît donc nécessaire dans le cadre d'une action d'appui aux OSC, pour répondre à ces risques, à travers des appuis spécifiques aux initiatives des OSC dans ce secteur.

7.- Des faiblesses reconnues dans le rôle qui jouent les médias. Le paysage médiatique du Tchad présente des défis importants malgré une forme de liberté d'expression. Les médias traditionnels se trouvent dans une situation d'autocensure et font face à des manques de formation et d'équipements, auxquels s'ajoutent des problèmes énergétiques et financiers chroniques, ce qui rend le secteur très précaire. La radio est le principal vecteur d'information, suivi de la télévision et de la presse écrite, tandis que les médias en ligne gagnent en importance, notamment avec la montée en puissance des réseaux sociaux. Internet et les réseaux sociaux rencontrent des obstacles liés à l'absence de modèle économique en ligne et à une audience limitée, principalement composée de jeunes urbains ayant un accès à Internet, lorsqu'ils sont utilisés à des fins

⁴ <http://dataspace.afd.fr/opendata/CTD1207>

⁵ <https://td.usembassy.gov/wp-content/uploads/sites/14/2021/04/CHAD-HRR-2022-FRE-FINAL.pdf>

nuisibles en propageant de la désinformation, des rumeurs ou encore des discours de haine, les médias sociaux peuvent accentuer des divisions et engendrer des conflits profonds au sein de la société.

8.- Convergence et interdépendance des problèmes de ces deux régions :

Ces deux régions géographiquement éloignées sont alors affectées par des défis d'une certaine manière similaires, elles sont interconnectées par une migration interne au Tchad. En première instance, la méconnaissance et la faible application des textes régissant le « vivre ensemble » (Constitution, lois, décrets) compromet la cohésion sociale au sein de toute la population tchadienne avec ses corollaires que sont l'ethnocentrisme, le tribalisme, l'injustice, la corruption, l'impunité et la mauvaise gouvernance que de nombreux tchadiens vivent au quotidien. Dans les deux régions, il existe aussi une crise de confiance entre les populations et les autorités locales traduites par la mauvaise gestion des conflits entraînant souvent des pertes en vies humaines et en déstabilisant le tissu socio-économique local et les efforts de développement. Les facteurs sont entre autres l'inexistence des mesures de prévention, la méconnaissance du rôle et de la responsabilité de l'autorité locale, l'inadéquation des réponses apportées par les pouvoirs publics, le non-respect des us et coutumes des communautés, l'ignorance des droits et devoirs du citoyen, etc.

Au regard de la position géographique du Tchad à cheval entre l'Afrique Sub-saharienne et le Sahel, mais aussi compte tenu de la porosité des frontières ainsi que la faible présence de l'Etat (notamment dans le BET, mais aussi vers la RCA), les facteurs susmentionnés peuvent être des moteurs de migration irrégulière à une échelle régionale, qui augmentent les risques d'exploitation, de traite de personnes et de trafic illicite de migrants et de marchandises. La traite des êtres humains implique souvent des enfants qui sont soumis aux pires formes d'exploitation, y compris le travail forcé dans les travaux domestiques et les mines d'or artisanal dans le triangle frontalier du Niger-Lybie-Tchad. Bien que la traite soit rarement représentée dans les médias, une étude menée par l'OIM Tchad en 2018 a noté une augmentation des cas de traite au Tchad⁶. Cette migration Sud-Nord (et Est-Nord), comme le flux des réfugiés dans le Sud du Tchad (venant de la RCA) couplée avec une criminalité transfrontalière (y complicités vers le Cameroun) fragilisent considérablement la stabilité de ces régions frontalières méridionales ('corridor stratégique') et septentrionales (BET) du Tchad, et mettent à rude épreuve les ressorts locaux qui soutiennent la cohésion sociale et la cohabitation pacifique. En résultat, l'insécurité est amplifiée dans les deux régions.

Indication des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :

L'un des acteurs prioritaires sont les organisations de la société civile (OSC) tchadiennes, y compris les médias indépendants agissant tant au niveau local que central sur des questions de gouvernance et participation citoyennes, de cohésion sociale, de consolidation de la paix ; dans la promotion et défense des droits humains, y compris les droits des femmes et l'égalité de genre ; dans l'accès à une information fiable ; ainsi que dans les secteurs prioritaires des Initiatives de l'Équipe Europe et du Global Gateway.

Un deuxième groupe cible prioritaires est constitué par des jeunes hommes et femmes entreprenant dans les domaines de la production culturelle et médiatique et ainsi promouvant une culture de déontologie et responsabilité, de tolérance, de paix et cohabitation pacifique. Ce groupe est très diversifié et actif sur des activités différentes, telles que la production de vidéos, de v/blogs, de murales, d'autres œuvres d'arts, dans la production théâtrale et littéraire, dans la production musicale, etc. Le contexte présente peu d'opportunités pour fédérer les jeunes hommes et femmes à contribuer à l'amélioration de la cohésion sociale, l'expression des perspectives des jeunes et des groupes qui n'ont pas des occasions de participation effective à la politique et pour la création d'une culture de pluralisme et de paix.

⁶ IOM Chad 2018 Trafficking in Persons Report.

Le troisième groupe cible, bénéficiant direct de l'action, est constitué par les autorités locales, structures publiques décentralisées et déconcentrées, notamment les Communes, Cabinets des Gouverneurs ; Services techniques décentralisés, qui sont les entités gouvernementales les plus proches des citoyens. Ces autorités locales jouent un rôle clé autour d'enjeux liés à la gouvernance, **l'état civil** ; la cohésion sociale, la cohabitation pacifique et la consolidation de la paix ; et dans la protection des droits humains - y compris les droits des femmes et l'égalité de genre **ainsi que la réinsertion des populations déplacées (refugiés et/ou retournés)**. Elles seront impliquées par un ensemble d'activités de renforcement de leurs capacités focalisées sur l'engagement et le dialogue avec les acteurs de la société civile pour jouer ce rôle.

Le **secteur privé** responsable de la mise en œuvre d'actions pour l'engagement avec les citoyens et la société civile pour le respect des standards et normes environnementales, sociales et de gouvernance dans le cadre de projets UE mis en œuvre dans les zones cibles (notamment sur le corridor)

Des ONG, nationales et/ou internationales établis de façon permanente au Tchad. L'action sélectionnera une ONG, ou un consortium d'ONGs, qui jouera un rôle clé dans le renforcement des OSC locales, à travers l'accompagnement et l'octroi de subventions.

Le ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD), en tant qu'administration responsable des collectivités locales et des politiques de décentralisation et en tant que structure responsable de l'enregistrement officiel des associations est impliqué comme partenaire dans la gouvernance du programme dans son ensemble.

Le ministère de l'Économie de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale (MEPDCI), à travers le Secrétariat Permanent des ONG et des Affaires Humanitaires (SPONGAH), en tant que responsable du suivi des actions des ONG au Tchad. Le SPONGAH sera impliqué de façon indirecte dans le suivi des actions des OSC financées à travers les subventions.

Le Ministère en charge de l'Action Sociale de la solidarité nationale et des affaires humanitaires dont l'objectif de travail vise surtout les groupes vulnérables (y compris les personnes en situation de handicap, les réfugiés, etc.).

Le Ministère de la femme et de la petite enfance (MFPE) qui a la mission de coordonner les interventions en matière d'égalité et d'équité de genre et de l'autonomisation de la femme à travers la Direction générale de la femme et de l'équité de genre (DGFEG).

Les autres **Partenaires Techniques et Financiers** présents au Tchad pourront être impliqués dans l'action, surtout dans le cadre des initiatives « Team Europe – Global Gateway » et la coordination autour du soutien et le dialogue avec la société civile au Tchad. Les « synergies » de mise en œuvre avec les agences de coopération européennes et/ou le co-financement d'actions seront recherchés lorsqu'elles sont déjà impliquées dans le financement de projets.

Spécifiquement **sous l'OS 1**, l'action mobilisera une agence d'un EM étant responsable de la mise en œuvre d'actions pour l'engagement avec les citoyens et la société civile pour le respect des standards et normes environnementales, sociales et de gouvernance dans le cadre de projets UE mis en œuvre dans le corridor N'Djamena-Bongor-Moundou-Sarh-Cameroun.

L'OS 2 de l'action sera mis en œuvre par une organisation internationale en gestion directe en étroite coopération avec les ministères de tutelle (MEPCI et MATD) et des ministères sectoriels (Jeunesse et Entreprenariat ; Justice ; Formation Professionnelle ; Sécurité Publique et de l'Immigration) (y compris leurs délégations provinciales : Santé, Education, Promotion de la femme, Emploi, Protection sociale, Environnement, Génie rural, Hydraulique), l'Agence Nationale des Titres Sécurisés (ANATS), les acteurs locaux (Bureaux des gouverneurs, les préfectures, les bureaux communaux ; les Commissions provinciales

de paix, de réconciliation et de cohésion sociale ; les Comités Provinciaux d'Actions ; les Maires des communes ; les Leaders traditionnels et religieux ;

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

Objectif général :

Contribuer à l'enracinement de la démocratie et de la culture de cohabitation pacifique, du dialogue et de la cohésion sociale au Tchad.

Objectifs spécifiques :

OS1 : Renforcer les mécanismes et les capacités de la société civile à contribuer activement et d'une façon reconnue au développement territorial intégré pacifique et démocratique des villes secondaires et ses bassins de production agro-pastorale, en soutenant notamment la promotion de l'égalité du genre et l'intégration/réinsertion des populations réfugiés/retournées y compris ceux en situation d'handicap.

OS2 : Améliorer, à travers le développement territorial intégré, la stabilité et la cohabitation pacifique entre les communautés des provinces cibles et des migrants, tout en garantissant l'égalité du genre et en offrant des meilleures perspectives pour les jeunes.

Les produits à fournir dans le cadre de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants :

- **Contribuant à l'OS 1 :**

- R1.1 : Renforcement du rôle et des capacités des OSC dans les zones de l'action comme acteurs de cohabitation pacifique, de participation citoyenne active au développement territorial intégré et de promotion et défense des droits humains..
- R1.2 : Renforcement des mécanismes de dialogue structuré au niveau local et régional (et si requis, au niveau national) entre les autorités locales et les OSC y compris le rôle des médias, autour d'enjeux liés à la gouvernance y compris de la migration, la cohésion sociale, et la consolidation de la paix.
- R1.3 : Renforcement des capacités et des initiatives des jeunes y compris dans l'entrepreneuriat culturel et médiatique pour promouvoir une culture de déontologie et responsabilité, de tolérance, de paix et cohabitation pacifique au Tchad

- **Contribuant à l'OS 2 :**

- R.2.1 : Amélioration de l'accès des communautés hôtes et des migrants/retournés aux documents d'état civil (notamment pour les jeunes) et aux services sociaux de base.
- R.2.2 : Renforcement de l'accès des communautés hôtes et des migrants/retournés à l'emploi et à des moyens de subsistance durables, notamment pour les jeunes et les femmes.
- R.2.3 : Renforcement de la lutte durable et efficace contre les flux illicites et la traite des personnes par le biais d'une gouvernance des migrations adaptée.

3.2 Activités indicatives

Activités indicatives liées au produit 1.1

- Identification, mobilisation et consultation des acteurs de la société civile, ; renforcement des capacités organisationnelles des OSC cibles ; appui technique et matériel aux acteurs de la société civile engagés dans la promotion et la défense des droits des citoyens, y compris les droits humains,

la reinsertion/reintegration des déplacés et le genre, dans le cadre des projets d'infrastructure menés au niveau local dans les zones urbaines et rurales dans les zones d'intervention.

Activités indicatives liées au Produit 1.2

- Financement de partenariats entre OSC sélectionnées pour établir et maintenir des mécanismes de dialogue structuré avec les acteurs du secteur privé et les parties prenantes gouvernementales ; Organisation d'échanges entre les acteurs de la société civile basés sur la capitalisation des expériences des approches déployées pour établir, maintenir et obtenir des résultats des dialogues structurés ; Sensibilisation et renforcement des capacités des autorités locales pour favoriser un dialogue régulier, stratégique et inclusif avec la société civile et d'autres parties prenantes ; Capitalisation des expériences de dialogue structuré ; Renforcement des capacités des parties prenantes gouvernementales au niveau local tant dans les zones urbaines et rurales concernées par le projet ; Mise en place d'un système de dialogue multi-acteurs autour des enjeux et projets du Global Gateway ; Soutien aux médias locaux (traditionnels et Réseaux sociaux)

Activités indicatives liées au produit 1.3 :

- Contractualisation des organisations locales ou des partenariats entre organisations locales ayant une expérience avérée dans l'établissement d'incubateurs ou d'accélérateurs d'entrepreneuriat culturel et médiatique pour les jeunes dans les villes ciblées par l'action au Tchad ; sélection de porteurs de projets entrepreneuriaux en phase de gestation dans le secteur des industries culturelles et des médias, à la recherche d'accompagnement ; renforcement des capacités des lauréats, structuration et formalisation de leurs idées et projets, et soutien pour approfondir les notions de déontologie et de responsabilité, de tolérance, de paix et de cohabitation pacifique au Tchad, amplification de la voix des jeunes lauréats grâce à l'intégration et la coordination avec les médias et les organisations de la société civile.

Activités indicatives liées au produit 2.1

- Campagne de sensibilisation multidimensionnelle pour informer les communautés sur l'importance de l'accès à l'état civil. ; Renforcement des capacités et de ressources techniques de l'ANATS dans la délivrance des documents d'état civil. ; Organisation d'une évaluation des besoins communautaires prioritaires à travers les consultations par rapport aux infrastructures communautaires et des services sociaux de base ; Mise en œuvre de projets d'investissements communautaires essentiels. Cela pourrait inclure, selon le besoin, la construction, la réhabilitation et/ou l'équipement d'ouvrages, de structures et infrastructures sociales communautaires (forages, marchés communautaires, centres de santé, écoles, centre de formation technique et professionnelle, etc.). Mise en place d'un système de suivi et contrôle dans les zones bénéficiant de projets d'infrastructure du COPIL afin de promouvoir une gouvernance responsable et de renforcer les liens entre la population locale et les acteurs concernés ; Mettre en place un mécanisme de feedback et de gestion des plaintes des communautés

Activités indicatives liées au Produit 2.2 :

- Formations techniques et vocationnelles aux jeunes hommes et femmes des provinces ciblées par le projet ; Remise de kits start up aux jeunes formés pour développer une activité génératrice de revenu (AGR) ; renforcement des capacités matérielles du Ministère de la Formation Professionnelle à N'Djamena à délivrer les certificats officiels pour les formations vocationnelles et techniques ; Soutien aux Ministères concernés pour effectuer des missions pour accompagner les examens et l'accréditation des gradués.

Activités indicatives liées au Produit 2.3 :

- Sensibilisation dans chaque province dans les zones les plus impactées par les flux migratoires des victimes potentielles de traite et trafic d'êtres humains qui sont à haute risque de l'exploitation de travail et de l'entrée à des réseaux de trafic des migrants sur les thèmes du vivre ensemble, la cohésion

sociale, la migration irrégulière et la lutte contre la traite des personnes ; ; Formation des autorités sur la protection des migrants, la lutte contre la traite des personnes et le trafic illicite de migrants ; Formation et renforcement des capacités de l'INSEED à mener le suivi des flux migratoires ; formations aux autorités pertinentes sur la gestion humanitaire des frontières y compris le système MiDAS⁷ ; un forum sur les enjeux de la migration dans les zones cibles est organisé afin de sensibiliser les parties prenantes pertinentes sur cette thématique ; soutien technique et matériel au Comité Technique Multisectoriel de Lutte contre la Traite des Personnes et le Trafic des Migrants.

La contribution de l'UE à l'initiative «Équipe Europe», à laquelle cette action se réfère, sera complétée par d'autres contributions des membres de l'«Équipe Europe». Elle est soumise à la confirmation formelle de la contribution significative de chaque membre respectif dans les meilleurs délais. Si les initiatives «Équipe Europe» et/ou ces contributions ne se concrétisent pas, l'action de l'UE peut se poursuivre en dehors du cadre d'une initiative «Équipe Europe».

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) que cette action est à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD sur l'égalité entre les hommes et les femmes de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique qu'il y aura un fort accent sur la lutte contre les disparités entre les sexes dans les OSC, dans les initiatives de gouvernance ou de dialogue politique et dans les actions de renforcement des capacités de l'administration publique au niveau local. Les activités en faveur de l'autonomisation des femmes et du renforcement des organisations des femmes seront financées.

L'action prendra en compte le genre et en particulier à travers

- Le renforcement du rôle et de la participation des femmes à des processus décisionnels ;
- Le renforcement de la visibilité des femmes dans les sphères publiques ;
- Le leadership des jeunes femmes et des entrepreneures culturelles (programme de coaching, mentoring) ;
- Le renforcement de capacités des acteurs en matière de masculinité positive ;
- L'éducation et la sensibilisation des jeunes en matière de genre et égalité des sexes ;
- La mise en œuvre d'initiatives de développement institutionnel ayant comme objet l'égalité des conditions et de l'accès au leadership dans les OSC
- Le respect de la parité du genre dans le renforcement des capacités externes des OSC et le soutien dans le cadre des actions sur la gouvernance, sur la participation au cycle des politiques et le dialogue d'initiatives focalisées sur la gestion des phénomènes et des dynamiques qui sont des obstacles à la parité de genre (GAP III, 2021-2025)
- Les activités relatives au résultat attendu R 3 : entrepreneuriat jeunes culturel et médiatique - 50 % des entrepreneurs soutenus seront des femmes.

Droits Humains

Une amélioration du respect et de la protection des droits humains au Tchad est un impact espéré des actions du programme. Le respect des droits humains et les droits des citoyens feront l'objet d'une attention particulière

⁷ Migration Information and Data Analysis System

en renforçant tant au niveau local que central, dans les zones urbaines et rurales le long de l'axe N'Djamena-Bongor-Moundou-Sarh respectivement :

- Le tissu solidaire et stratégique des organisations de la société civile, qui ont un impact sur les droits humains en étant actif et en dialoguant avec les parties prenantes gouvernementales et les acteurs du secteur privé
- Les dialogues structurés des acteurs de la société civile avec le secteur privé et les parties prenantes gouvernementales qui ont un impact sur les droits humains
- Les acteurs de la société civile engagés dans la promotion et la défense des droits, y compris des droits humains, du genre et des minorités vulnérables, dans le cadre de projets d'infrastructure menés localement, tant dans les zones urbaines que rurales le long de l'axe N'Djamena-Bongor-Moundou-Sarh - pour promouvoir et défendre les droits et DH des citoyens liés aux projets d'électrification et de construction routière. Une attention particulière sera portée aux populations les plus vulnérables -
- Des droits des citoyens et des droits humains, y compris la dimension de genre, dans le cadre de la mise en œuvre de projets d'infrastructure au niveau local pour une participation, consultation et dialogue effectifs avec les citoyens et la société civile, en accordant une attention particulière aux OSC de la défense des droits des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap. Cela vise à veiller à ce que les droits et les besoins des citoyens, notamment les plus vulnérables, soient pris en compte
- De diminuer l'impunité et améliorer l'accès à la justice au niveau local tant dans les zones urbaines et rurales dans les zones d'intervention. Objectif est de mettre en place des interactions effectives avec les acteurs de la société civile poursuivant les mêmes objectifs (en particulier celles spécialisées dans la défense des droits des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap) afin de renforcer les mécanismes et les approches visant à améliorer un accès plus large et inclusif à la justice de proximité au niveau local - y compris les plus vulnérables.

Dans le cadre de l'OS 2 l'accès au droit d'identité légale sera recherché conformément à l'article 6 de la déclaration universelle sur les droits de l'homme, ainsi que les droits sociaux d'accès aux services sociaux de bases

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Bien que les personnes vivant avec handicap ne font pas partie spécifiquement/distinctement des objectifs du projet, il y aura néanmoins un fort accent sur la lutte contre les formes de discrimination des personnes porteuses d'handicaps dans les actions des OSC, dans les initiatives de gouvernance ou de dialogue politique et dans les actions de renforcement des capacités.

L'action prendra ainsi en compte les questions liées aux droits des personnes en situation d'handicap et en particulier à travers :

- La mise en œuvre de mesures pour garantir la participation des personnes en situation d'handicap aux activités ;
- L'implication des organisations des personnes en situation d'handicap ;
- La mise en œuvre d'initiatives de développement institutionnel ayant comme objet, l'égalité des conditions et de l'accès au leadership dans les OSC et dans l'administration publique déconcentrée
- Un aspect important dans ce cadre sera la focalisation sur l'inclusion des personnes en situation d'handicap dans la mise en œuvre du système de suivi stratégique du programme, dans la mise en œuvre d'échanges stratégiques avec les intervenants dans les actions d'appui à la société civile et dans la mise en œuvre d'une stratégie de communication.

Réduction des inégalités

En termes de réduction des inégalités, l'unité nationale à laquelle aspire le Tchad à l'horizon 2030 est celle où il n'y aura pas de discriminations et d'inégalités sociales et/ou spatiales entre les communautés et les groupes les plus vulnérables. Cependant, 42% des Tchadiens et Tchadiennes vivent en dessous du seuil de pauvreté. Ces populations pauvres se trouvent essentiellement en milieu rural (89%) et vivent de l'agriculture (65% de leur revenus).

En se concentrant sur la stabilisation des populations dans deux zones importants du pays, l'Action atteint des groupes de population touchés par la pauvreté et contribue à la réduire. Elle ciblera d'une part les ménages vulnérables des communautés des villes secondaires et rurales afin d'augmenter leur accès à des services sociaux de base. En plus, en renforçant les capacités des OSC locales, il y aura un accent sur le travail avec les populations vulnérables et minorités.

L'action prévoit une attention particulière au rôle des femmes et aux opportunités pour les jeunes dans la perspective de prévenir et favoriser une réintégration de la migration de plus en plus active, et de réinsérer des populations retournées

Démocratie

La promotion de la démocratie est le focus du programme. L'action a comme **objectif général** de « contribuer à l'enracinement de la démocratie et de la culture de cohabitation pacifique, du dialogue et de la cohésion sociale⁸ au Tchad ». L'**objectif spécifique 1** de l'action est de « Renforcer les mécanismes et les capacités de la société civile à contribuer activement et d'une façon reconnue au développement territorial intégré pacifique et démocratique des villes secondaires cibles, particulièrement sur la promotion de l'égalité du genre et l'intégration/reinsertion des populations réfugiés/retournées ».

Dans un environnement dont les espaces démocratiques ont subi une forte détérioration, l'action va à renforcer les espaces de participation des citoyens à la gouvernance et à la mise en œuvre des politiques publiques. Dans ce contexte de restriction, la stratégie du programme est de renforcer les capacités et l'engagement des acteurs de la société civile à travers l'injection de ressources qui peuvent permettre de maintenir ouverts, de rendre fonctionnels et de renforcer des espaces de démocratie participative qui sont prévus dans le cadre légal, mais qui ne fonctionnent pas.

A travers le renforcement de la participation des OSC et des citoyens dans ces espaces, le programme vise en parallèle à contribuer au renforcement de l'engagement de ces organisations dans le processus de sortie de la transition au Tchad. Dans ce cadre, il y aura aussi des appuis pour les organisations de droits humains et celles impliquées dans les mécanismes de justice de proximité.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

L'approche de sensibilité aux conflits permet en fin de mieux articuler les réponses et de les adapter aux besoins exprimés par les communautés y compris les jeunes et les femmes qui sont très souvent marginalisés dans les processus politiques et des sphères de prises de décision sur la paix et la gestion des conflits. La prise en compte de l'ensemble de ces éléments combinés et articulés est de nature à renforcer la paix et à prévenir les conflits et partant à favoriser la résilience communautaire

L'action dans son OS 1 vise à maximiser les effets positifs durables d'un désenclavement physique intérieur entre les villes principales et extérieur, en renforçant le tissu solidaire et stratégique de la société civile et son implication comme un acteur clé d'un développement territorial intégré, une cohabitation pacifique et démocratique et la cohésion sociale entre les communautés et réduisant les conflits sociocommunautaires qui affectent les populations. Il accorde une attention particulière au rôle des femmes et aux opportunités pour les jeunes.

L'intervention sera adossée à une approche sensible aux conflits et développera des stratégies favorables à la paix et à la résilience communautaire. En tenant compte du retraisement de l'espace démocratique et

⁸ Cohésion sociale: « C'est la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, à minimiser les disparités et à éviter la polarisation. Une société cohésive est une communauté solidaire composée d'individus libres poursuivant des buts communs par des voies démocratiques » (Conseil de l'Europe - Conseil de l'Europe, Élaboration concertée des indicateurs de la cohésion sociale. Guide méthodologique, Éditions du Conseil de l'Europe, 2005) « Une société cohésive œuvre au bien-être de tous ses membres, en réduisant les disparités et en évitant la marginalisation. Elle recouvre trois grandes dimensions : une cohésion accrue entre différents groupes d'une société, à travers des réseaux de relations, la confiance et un sentiment d'identité ; la lutte contre les discriminations, l'exclusion et les inégalités extrêmes ; et la mobilité sociale ascendante »⁴⁰ (OCDE - <https://www.oecd.org/fr/dev/pdm/conferenceinternationalesurlacohesionsocialeetledeveloppement.htm>

du contexte répressif pour les OSC des DH et la fragilité des espaces d'expression pour les jeunes, une approche *do no harm* et des mécanismes d'intervention sensibles au contexte seront adoptées pour la gestion et la mitigation des conflits et pour éviter que des conflits latents ne puissent se dégrader.

D'autre part sur l'OS 2, elle mettra à profit les évaluations, études et travaux menés sur les facteurs de conflits, les acteurs concernés, les ressorts socioculturels de paix, les mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits pour une meilleure compréhension du contexte. Ainsi, l'appropriation des conclusions et recommandations de ces travaux permettront de mieux comprendre le contexte, les acteurs et les rapports de force qui y ont cours afin de d'appliquer le principe de DO NO HARM.

Concrètement, les comités communautaires mis en place par les communautés pour appuyer la mise en œuvre des interventions dans la région seront redynamisés et mobilisés dans le cadre de ce projet. En outre, le mécanisme de feedback et de gestion des plaintes sera activé pour permettre aux communautés de partager leurs ressentis, plaintes et appréciations en vue d'améliorer la mise en œuvre.

Réduction des risques de catastrophes

Le programme ne comprend pas des actions spécifiques pour la réduction des risques liés aux catastrophes ; si bien le renforcement des capacités des organisations et un dialogue structuré entre les administrateurs et les administrés facilitera une meilleure préparation des plans de catastrophes ou conflits.

Autres considérations, le cas échéant

S/O

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (élevée/ moyenne/ faible)	Impact (élevé/ moyen/ faible)	Mesures d'atténuation
Environnement Externe	<p>-Incidents de sécurité caractérisés par des vols à main armée, des enlèvements et des assassinats ciblés, des conflits communautaires suite à d'éventuelles troubles post électorales.</p> <p>-La guerre en cours au Soudan, les refoulements de migrants par la Libye sont susceptibles de complexifier d'avantage la question sécuritaire et la stabilité dans le Nord du Tchad. Les conflits en Libye et au Soudan voisin constituent donc des variables importantes à prendre en considération car susceptibles d'accentuer l'insécurité.</p>	Faible	Elevé	<p>Surveillance systématique des menaces à la sécurité, notamment des violences intracommunautaires potentielles et de leur impact potentiel sur le projet, afin de garantir que des mesures d'atténuation sont prises à temps. Lors de missions inter-régions, appel systématique de convois militaire.</p> <p>Renforcer les OSCs locales pour la mise en œuvre des activités par délégation. Eviter de circuler avec du cash. Renforcer les escortes militaires.</p> <p>Recours à des opérateurs expérimentés, déjà présents sur le terrain, en zone d'instabilité</p>

Externe	<p>-Refus de participation des communautés aux activités</p> <p>-Tensions sociales et climat de méfiance et sentiments de rejet, de haine, stigmatisation etc</p> <p>-Tensions intercommunautaires pourraient surgir</p>	Elevée	Elevé	<p>Impliquer les structures, institutions locales de régulations et de cohésion sociale (observatoires religieux, comités de paix, etc)</p> <p>Mettre à contribution les leaders locaux, les chefs traditionnels, les leaders religieux, chefs de quartiers etc.</p> <p>Redynamiser les ressorts locaux de prévention, de gestion et de résolution des conflits inter et intracommunautaires.</p> <p>Mettre en place un mécanisme de gestion des plaintes</p> <p>Renforcer les comités locaux et autres espaces de dialogues</p> <p>Mettre en place un mécanisme transparent et inclusif de gestion du projet</p>
Mise en œuvre	Manque d'appui politique.	H	H	<p>Implication des Ministères concernés dans la gouvernance du Programme</p> <p>Choix des modalités de gestion et de mise en œuvre adaptées</p>
Mise en œuvre	Insuffisance de capacités au niveau des structures de l'administration publique locale impliquée	H	H	Implication de l'administration publique aux niveau déconcentré dans des actions de renforcement des capacités, focalisées sur la coopération avec les OSC -
Mise en œuvre	Espace limité pour l'adaptation des actions aux nécessités émergentes dans un environnement politique et social très changeant	H	H	<p>Disponibilité de mécanismes rapides qui assurent la flexibilité dans la prise des décisions et des financements d'initiatives en d'activités</p> <p>Mise en œuvre d'un système de suivi stratégique sensible aux conflits - qui assure la veille sur les processus dans l'environnement (politique, social, etc.) du programme, ainsi que la cohérence des actions avec les autres initiatives de développement dans les territoires ciblés.</p>
Mise en œuvre	Création de dépendance et renforcement des liens verticaux entre OSC, au détriment des possibilités de formuler des stratégies et agendas pertinent pour les OSC au niveau local	H	H	<p>Flexibilité dans la mise en œuvre de l'action</p> <p>Adoption de régulations qui permettent aux acteurs locaux d'avoir accès au soutien des différentes composantes du programme</p> <p>Mise en œuvre de mécanismes de soutien et d'entraide entre les OSC locales impliquées dans les actions des différentes composantes du programme</p> <p>Prévision dans les soutiens aux différents acteurs de ressources pour des activités de réseautage avec les autres bénéficiaires du programme, au-delà des ressources pour la mise en œuvre des actions/activités</p>

Mise en œuvre	Visibilité limité du programme dans son ensemble et en tant qu'action d'appui de l'UE	H	M	Formulation et mise en œuvre d'une stratégie de communication du programme Identification de partenaires d'implémentation avec des agendas cohérents de visibilité avec les nécessités de visibilité de l'action européenne d'appui à la société civile et aux processus d'appui à la coexistence pacifique, à la cohésion sociale et à la participation citoyenne à la construction d'une démocratie plus efficace Augmentation considérable de la visibilité en intégrant les acteurs culturels et leurs publics.
Planification, processus, systèmes	Lourdeur de la gestion pour la DUE	H	M	Choix des modalités de gestion et de mise en œuvre adaptées
Planification, processus, systèmes	Temps insuffisant pour produire un engagement durable des partenaires	M	H	Réduction des temps liés aux procédures bureaucratiques, à travers la sélection de modalités de mise en œuvre simples et rapides Garantir un suivi stratégique du programme

Enseignements tirés :

- Les différentes interventions dans le Nord du Tchad ont permis de se rendre compte que la mise en place des comités communautaires favorise la participation et l'inclusion de toutes les couches sociales gage d'une bonne appropriation communautaire des interventions. Par ailleurs, l'implication des autorités, des services techniques, des leaders communautaires, des organisations de la société civile locale est de nature à favoriser la pérennité et la durabilité des interventions.
- la mise en place d'une systématique performant de partage d'informations avec les différentes parties prenantes favorise l'appropriation et l'engagement des parties prenantes.
- La durée du programme augmente la possibilité de produire des actions efficaces et des impacts. En effet, toute action portée sur le renforcement des capacités demande une longue période pour influencer les attitudes et les capacités personnelles, les modalités et les structures des organisations et les liens entre les entités impliquées.
- L'implication directe de l'Etat centralisé dans la gestion des actions risque de produire des effets indésirables : des conflits d'intérêts entre entités de l'administration publique, des lenteurs dues à des questions bureaucratiques et au niveau des capacités différenciées qui existent dans l'administration, la méfiance entre les OSC, la tendance de l'administration publique à assurer le contrôle des OSC.
- Les formations et les ateliers n'ont pas d'effets significatifs en termes de renforcement des capacités, s'ils ne sont pas intégrés dans des parcours d'apprentissage qui comprennent aussi des activités concrètes d'application pratique des principaux points.
- Les appuis à travers le financement en cascade peuvent produire des effets de renforcement sur les organisations plus petites impliquées, à conditions de disposer de temps et de ressources nécessaires requis pour leur accompagnement.
- Le financement d'activités n'est pas toujours le meilleur mécanisme d'appui ; souvent pour les organisations de base du premier niveau l'appui matériel (équipements...) peut être plus approprié.
- Les demandes et les caractéristiques des OSC tchadiennes sont extrêmement variées. Il faut donc éviter des démarches généralisées et uniformes de mise en œuvre d'actions, sans des possibilités effectives d'adaptation (y compris le choix de la langue : français ou arabe).

3.5 Logique d'intervention

Si les organisations de la société civile sont renforcées, plus résilientes et connectées, entre elles et avec les acteurs culturels et les jeunes ;

Si les citoyens, sont mieux informés et s'engagent dans une action collective inclusive pour le respect de leurs droits, la gouvernance et la cohésion sociale auprès des jeunes ;

Si d'avantage d'opportunités sont créés et maintenues pour un dialogue accru et une collaboration effective entre la société civile, les parties prenantes du gouvernement et le secteur privé ;

Si des infrastructures sociales de qualité sont construites et/ou réhabilités dans les zones ciblées, et l'accès aux documents d'état civil est amélioré ;

Si les capacités des autorités centrales et locales sont renforcées sur la délivrance des documents d'identité, collecte et la gestion des données migratoires, la protection des migrants, et la gouvernance des migrations (y compris la traite des personnes) ;

Alors les conditions d'une mise en œuvre d'un développement territorial intégré, participatif, pacifique, inclusif et démocratique au Tchad seront optimisées,

Et la stabilité des communautés et la cohabitation pacifique entre les différentes communautés sera renforcée.

3.6 Matrice du cadre logique

Résultats	Chaine de résultats	Indicateurs	Valeurs de référence	Valeurs cibles	Sources de données	Hypothèses
Impact	Contribuer à l'enracinement de la démocratie et de la culture de cohabitation pacifique, du dialogue et de la cohésion sociale au Tchad	CREM 1.20 Score « Voix et Redevabilité » du Chad	8,21 (2022)	A déterminer (2029)	Indicateur de Gouvernance mondiale de la Banque mondiale	N/A
		Indice de démocratie libérale du Tchad	0,05 (2023)	A déterminer (2029)	V-Dem	
		Indice de démocratie participative du Tchad	0,34 (2023)	A déterminer (2029)	V-Dem	
		CREM 1.19 Indice mondial de la paix	2,699 (2023)	2,4 (2029)	Institute for Economics and Peace (IEP) Global Peace Index	
Résultats	Chaine de résultats	Indicateurs	Valeurs de référence	Valeurs cibles	Sources de données	Hypothèses
Réalisation1 : OS1	1.- les mécanismes et les capacités de la société civile à contribuer activement et d'une façon reconnue au développement territorial intégré pacifique et démocratique des villes secondaires cibles sont renforcés, particulièrement sur la promotion de l'égalité du genre et l'intégration/reinsertion des populations réfugiés/retournées	1.1. Indice de participation de la société civile	0,4 (2023)	0,56 (2029)	V-Dem	<p>Mise en œuvre d'un système de suivi stratégique sensible aux conflits - qui assure la veille sur les processus dans l'environnement (politique, social, etc.) du programme</p> <p>Les droits d'expression et de manifestations publiques sont garantis par l'Etat</p>
		1.2. CREM 2.28 Nombre d'organisations communautaires de la société civile bénéficiant du soutien de l'UE ventilé par objet de travail de l'organisation	0	A déterminer	Rapports du projet Système de S&E	
		1.3. CREM 2.29 Nombre de politiques gouvernementales élaborées ou révisées avec la participation d'organisations de la société civile grâce au soutien de l'UE	0	A déterminer	PVs de réunions-étayant la participation des OSC dans le processus de réaction de l'État (lois, règlements, arrêtés, décrets, décisions)	
Réalisation 2: OS 2	2.-La stabilité et la cohabitation pacifique des communautés des provinces cibles, composés des migrants et des communautés hôtes qui les accueillent, est améliorée en garantissant l'égalité du genre	2.1. % de membres de la communauté déclarant que les conditions de sécurité humaine se sont améliorées au sein des communautés.	N/A	80%	Sondage intervention post-intervention	

Résultats	Chaine de résultats	Indicateurs	Valeurs de référence	Valeurs cibles	Sources de données	Hypothèses
Produit 1 lié à la Réalisation 1	1.1. le rôle et les capacités des OSC et des médias dans les zones d'intervention comme acteurs de cohabitation pacifique, de participation citoyenne active au développement territorial intégré et de promotion et défense des droits humains sont renforcés.	1.1.1 Nombre d'OSCs renforcées dans les zones d'intervention, ventilé par domaine d'intervention	0 (2024)	A déterminer	Rapports du projet Système de S&E Etudes de capitalisation	Implication de l'administration publique aux niveau déconcentré dans des actions de renforcement des capacités, focalisées sur la coopération avec les OSC
		1.1.2. Nombre d'initiatives des OSC soutenues, désagrégées par thématique, bénéficiaires, localisation	0 (2024)	A déterminer	Rapports du projet Système de S&E Etudes de capitalisation	
		1.1.3. Nombre de médias renforcés dans les zones ciblées	0 (2024)	A déterminer	Rapports du projet Système de S&E Etudes de capitalisation	
Produit 2 lié à la Réalisation 1	1.2 Les mécanismes de dialogue structuré au niveau local et central entre les autorités locales et les OSC, autour d'enjeux liés à la gouvernance y compris de la migration, la cohésion sociale, la communication, et la consolidation de la paix dans le corridor du Tchad vers Douala et la région du BET sont renforcés	1.2.1 Nombre de mécanismes de dialogue entre les autorités locales et les OSC soutenus et améliorés	0 (2024)	A déterminer	Comptes rendus des événements de dialogue Rapports de projet Etudes de capitalisation	Les autorités publiques locales ainsi que la SC ont la volonté de s'engager dans le dialogue et des initiatives communes
		1.2.2. Nombre d'initiatives de dialogue portées par les OSC en réseau soutenues	0 (2024)	A déterminer	Rapports de projet Système de S&E	
		1.2.3 Nombre d'événements d dialogue multi-acteurs convoqués par les AL ayant lieu dans le cadre des mécanismes soutenus	0 (2024)	A déterminer	Comptes rendus de réunions de dialogue Système de S&E Etudes de capitalisation	
		1.2.4. Recommandations (nombre, type, questions) issues par les OSCs lors des dialogues et des actions de plaidoyer pris en compte par les autorités locales	0 (2024)	A déterminer	Comptes rendus de réunions de dialogue Etudes de capitalisation Rapports de projet	

Produit 3 lié à la Réalisation 1	1.3 - Les capacités et des initiatives des jeunes dans l'entrepreneuriat culturel et médiatique promouvant une culture de déontologie et responsabilité, de tolérance, de paix et cohabitation pacifique au Tchad sont renforcées	1.3.1. Nombre de jeunes, ,formés et soutenus dans l'entrepreneuriat culturel et médiatique promouvant les valeurs de déontologie, responsabilité, tolérance, paix et cohabitation pacifique au Tchad ventilés par sexe	0 (2024)	A déterminer Désagrége par sexe, personne vivant avec un handicap, déplacé interne, réfugié 50% de femmes	Rapports du projet Système de S&E Rapports d'activités Listes de participants aux activités d'incubation/accélération	Les jeunes sont intéressés par le développement culturel dans les zones d'intervention
		1.3.2 Nombre d'initiatives de jeunes entrepreneurs culturels et médiatiques incubées et accélérées.	0 (2024)	A déterminer	Rapports du projet Système de S&E Rapports d'activités	
Produit 1 Lié à la réalisation 2	2.1.L'accès des communautés, des migrants, et population hôte aux documents d'état civil et aux services sociaux de base est amélioré,	2.1.1.-% du groupe ciblé par la campagne de sensibilisation sur l'état civil qui ont pris des mesures par la suite pour accéder aux documents officiels. 2.1.2 # de personnes qui reçoivent des documents d'identité légale (ventilés par sexe et par âge). 2.1.4 # d'infrastructures construites ou améliorées.	1.- N/A 2.- N/A 2. 0	1.- 10 2.- 3000 3.- 30	Rapports de projet	Les membres de la communauté s'engagent dans les projets communautaires et utilisent les infrastructures qui ont été construites ou améliorées
Produit 2 Lié à la réalisation 2	2.2. L'accès des communautés, des migrants, et population hôte à l'emploi et à des moyens de subsistance durables est renforcé,	2.2.1.- % de jeunes soutenus qui indiquent une amélioration de leurs conditions socio-	1.- A être établie	1 - 80%	1.- Sondage avant et poste intervention	Les jeunes formés sont capables d'identifier et accéder aux

		économiques après leur formation (désagré par genre) 2.2.2. # de personnes qui ont bénéficié d'interventions d'Enseignement et Formation Professionnelle (EFP)/de développement des compétences en établissement ou sur le lieu de travail soutenues par l'UE (ventilé par sexe)**	2.- 0	2.- 1.500	2.- Rapports de projet	opportunités économiques
Produit 3 Lié à la réalisation 2	2.3 La lutte durable et efficace contre les flux illicites et la traite des personnes par le biais d'une gouvernance des migrations adaptée est renforcé.	2.3.1-% des personnes ciblées par les campagnes de sensibilisation qui ont pris des mesures pour éviter d'être victimes de la traite d'êtres humaines et du trafic de migrants	1.- N/A	1.- 3 institutions	Rapports de projet	Les agences gouvernementales concernées et communautés restent engagées et appliquent ce qu'elles ont appris.
		2.3.2.-# d'institutions gouvernementales dotées de connaissances, de compétences et d'outils leur permettant de suivre les flux migratoires et d'y répondre. 2.3.3. # d'ateliers sur le mécanisme national d'orientation et les procédures opérationnelles standard (POS) sur l'identification, l'orientation, l'assistance et la protection des victimes de la traite.	2.- 0	2.- 4 ateliers		
		2.3.4. # de migrants, de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ou issues de communautés d'accueil protégées ou bénéficiant du soutien de l'UE	3.- N/A	3.- 900 migrants		

4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de **60 mois** à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

n/a

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE⁹.

4.4.1 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

La présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec deux organisations internationales ou agences des Etats Membres présents au Tchad.

Pour l'OS 1- Renforcer les mécanismes et les capacités de la société civile à contribuer activement et d'une façon reconnue au développement territorial intégré pacifique et démocratique des villes secondaires et ses bassins de production agro-pastorale, en soutenant notamment la promotion de l'égalité du genre et l'intégration/réinsertion des populations réfugiés/retournées y compris ceux en situation d'handicap, l'entité sera sélectionnée par les services de la Commission au moyen des critères suivants:

- Vaste expérience dans le contexte du Tchad, dans le cadre de projets similaires, y compris : la coopération dans l'appui aux OSC, les parties prenantes gouvernementales locales, les autorités traditionnelles et religieuses
- Expérience avérée dans des programmes de réduction des conflits/cohésion sociale
- Une expertise technique interne et des systèmes de soutien pour le renforcement des capacités des autorités gouvernementales locales pour un dialogue structuré avec la société civile dans les secteurs mentionnés
- Une expérience dans la coopération dans le secteur de l'entrepreneuriat agro-alimentaire et/ou de l'électrification, sera un atout

En cas d'échec des négociations avec l'entité en gestion indirecte, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe, conformément aux modalités de mise en œuvre indiqué à la section 4.4.2

⁹ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

Pour l'OS 2 - Améliorer, à travers le développement territorial intégré, la stabilité et la cohabitation pacifique entre les communautés des provinces cibles et des migrants, tout en garantissant l'égalité du genre et en offrant des meilleures perspectives pour les jeunes, l'entité sera sélectionnée par les services de la Commission au moyen des critères suivants:

- expérience dans le domaine de la stabilisation de communautés¹⁰
- présence active dans les régions concernées
- capacités logistiques et de gestion dans des régions en crise
- capacité à collecter des données, à les analyser et à rendre compte des résultats
- expérience de la mise en œuvre d'actions similaires financées par donateurs, préférablement dans les zones ciblées par l'action
- Expérience avérée dans des programmes de prévention et gestion des conflits, de promotion de la cohésion sociale, et de prévention de la traite de personnes et du trafic des migrants

En cas d'échec des négociations avec l'entité en gestion indirecte, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe, conformément aux modalités de mise en œuvre indiqué à la section 4.4.2

4.4.2 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

En cas d'échec des négociations avec les entités en gestion indirecte (OS1 et/ou OS2), la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe via de subventions.

Pour l'objectif spécifique 1 :

Subventions (gestion directe) :

- a) **Objet des subventions** des subventions sont envisagées pour la mise en œuvre des activités des Produit 1.1, 1.2 et 1.3
- b) **Type de demandeurs visés** : Organisations non-gouvernementales, avec si possible une expérience avérée au Tchad

Pour l'objectif spécifique 2 :

Subventions (gestion directe) pour tous les produits 2.1, 2.2 et 2.3:

- a) **Objet des subventions** : des subventions sont envisagées pour la mise en œuvre des activités des Produit 2.1, 2.2., et 2.3.
- b) **Type de demandeurs visés** : Organisations non-gouvernementales actives dans les zones du projet, avec une expérience avérée dans le domaine de la stabilisation des communautés, notamment en ce qui concerne l'évaluation des besoins communautaires, la mise en œuvre de projets d'investissements communautaires essentielles (services sociaux de base), le développement des activités génératrices de revenu (AGR), et la fourniture de soutiens holistiques aux migrants vulnérables et victimes de traite.

¹⁰ L'approche de stabilisation communautaire (ASC) vise à s'attaquer aux facteurs multivariés de l'instabilité afin de faciliter la transition vers une sortie de crise et de fragilité et de jeter les bases d'une reprise durable, en créant les conditions pour le rétablissement des droits fondamentaux et de la sécurité; et en promouvant la cohésion sociale et l'autonomisation; une gouvernance étatique fonctionnelle; des processus politiques non violents; une politique sociale efficace; des moyens de subsistance et la prestation de services

4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI – Europe dans le monde).

4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'Union (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – voir section 4.4	
Objectif OS1 <i>Renforcer les mécanismes et les capacités de la société civile à contribuer activement et d'une façon reconnue au développement territorial intégré pacifique et démocratique des villes secondaires et ses bassins de production agro-pastorale, en soutenant notamment la promotion de l'égalité du genre et l'intégration/réinsertion des populations réfugiés/retournées y compris ceux en situation d'handicap.</i> composé de	9 875 000
Gestion indirecte avec entité chargée de l'exécution voir section 4.4.1	9 875 000
Objectif OS 2 <i>Améliorer, à travers le développement territorial intégré, la stabilité et la cohabitation pacifique entre les communautés des provinces cibles et des migrants, tout en garantissant l'égalité du genre et en offrant des meilleures perspectives pour les jeunes</i> composé de	13 375 000
Gestion indirecte avec entité chargée de l'exécution voir section 4.4.1	13 375 000
Évaluation – voir section 5.2 Audit – voir section 5.3	250 000
Totaux	23 500 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Pour assurer une bonne coordination entre les parties prenantes de l'action et assurer une bonne circulation de l'information, le dispositif de pilotage et de coordination s'appuiera sur différentes instances. Le comité de pilotage (COFIL) et le comité opérationnel seront les structures fonctionnelles de gouvernance du programme. Ces comités seront cruciaux, dans la mise en œuvre de l'action et le suivi de la stratégie d'intervention. Les instances de gouvernance de l'action sont :

- **Un comité de pilotage annuel** sous l'égide du MEPCI, réunissant les directions centrales concernées des ministères en charge, les faitières des OSC, les Agences de mise en œuvre et la Délégation de l'union européenne.
- En amont de ce COPIL, les organisations en charge du projet produiront des rapports annuels de mise en œuvre, en collaboration avec les partenaires de mise en œuvre de l'action.
- **Des comités de suivi nationaux trimestriels**, chargés de faire un suivi par composante (OS) et un suivi de l'ensemble du projet, réunissant les partenaires de mise en œuvre des composantes 1 et 2, ainsi que les directions techniques concernés l'UE et les deux opérateurs.
- **Des comités de suivi provinciaux périodiques** par composante (OS), sous l'égide des délégués provinciaux. Les PV des comités de suivi provinciaux seront transmis au comité national une semaine avant sa réunion.
- Un mode de coordination plus souple sera mis en place au niveau départemental, avec un mécanisme de reddition de comptes vers la province, avec des points périodiques et des retours d'expérience entre les équipes en charge des composantes.

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et de sa contribution à la présente action et d'assurer une coordination efficace.

5 MESURE DES PERFORMANCES

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et réalisations directes) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

Le système de suivi sera basé sur des indicateurs focalisés sur : a) les résultats de l'état d'avancement ; b) les dynamiques du contexte (y compris l'émergence de conflits) ; c) les relations entre les parties prenantes ; d) les effets et les impacts préliminaires du programme ; e) l'émergence de problèmes spécifiques. Le suivi sera basé sur des missions de terrain semestrielles, sur l'analyse de documents et sur la mise en œuvre d'une enquête « survey » impliquant les acteurs impliqués dans le Programme.

Chacune des provinces ciblées par le programme sera visitée au moins une fois chaque 12 mois. Il est donc prévu, pendant la durée du programme, 10 visites de terrain. Le système de suivi apportera une contribution aux activités du Comité de coordination. Le système de suivi du programme devra prévoir un rapport chaque 6 mois, à partager avec toutes les parties prenantes.

5.2 Évaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, une/des évaluation (s), pourront être effectuée(s) pour la présente

action, ou une de ses composantes.

Une évaluation à mi parcours sera réalisée à des fins de résolution des problèmes et d'apprentissage, en particulier à ce qui concerne les avancements relatifs à la gouvernance locale et l'implication des structures du projet sur la réduction des conflits ainsi que l'articulation entre les objectifs spécifiques de l'action.

Une évaluation finale sera aussi réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des cadres du dialogue structuré), en tenant compte en particulier des leçons des innovations relatives à la participation active de la société civile dans la cogestion des interventions du GG Ue-Tchad, ainsi que les structures de résolution des conflits.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués aux partenaires et aux autres principales parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et les recommandations des évaluations et, le cas échéant, apportent les adaptations nécessaires.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation peuvent être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document [«Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures»](#), publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra:

d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficaces des performances;

de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations);

de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme (cochez l'une des quatre options suivantes);

Niveau Action (appui budgétaire, financement mixte)		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette action
Niveau Groupe d'actions (cas complémentaires, différentes phases d'un même programme)		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'actions	Références des actions (CRIS#/OPSY#): <Action présente> <Autre(s) action(s)>
Niveau Contrat		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	<engagement juridique individuel prévu (ou contrat)>
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	<engagement juridique individuel prévu (ou contrat)>
	(...)	
Niveau Groupe de contrats (série de devis-programmes, cas où une action comprend par exemple quatre contrats et où deux d'entre eux, un contrat d'assistance technique et une convention de contribution, visent les mêmes objectifs et se complètent)		
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	<engagement juridique individuel prévu (ou contrat) 1> <engagement juridique individuel prévu (ou contrat) 2> <engagement juridique individuel prévu (ou contrat) #>